

*Les transports*

Je le répète, les députés néo-démocrates critiquent beaucoup le CP. Dans ma circonscription, il y a des voies du CP et du CN. Les néo-démocrates veulent-ils détruire le système au lieu de l'améliorer? Je ne crois pas que cela importe que le CP soit financé avec des fonds privés ou autres. Ce qui importe, c'est de transporter les céréales. Je propose que le ministre ne tienne pas compte des observations stupides des néo-démocrates.

S'il me fallait citer le premier ministre de la Saskatchewan ou le ministre fédéral de l'Agriculture (M. Whelan), je découvrirais que leurs propos sont franchement contradictoires. Voici ce que disait le ministre de l'Agriculture dans un discours qu'il a prononcé, le 9 février 1982, à l'Hôtel Beauséjour, à Moncton, au Nouveau-Brunswick:

• Ils montrent que le revenu moyen que les agriculteurs ont tiré de leurs terres, en 1979, était de \$7,744 seulement.

Quel journaliste ou quel député pourrait vivre avec si peu? Qui osera dire que c'est là un revenu familial juste et raisonnable?

Quel que soit le raisonnement du ministre des Transports, je voudrais qu'il tienne compte de cela. Est-il conscient du fait que le nombre des titulaires de permis a chuté de 210,000 à 140,000? Pourquoi? Vous ne restez pas en affaires si vous n'y faites pas un sou. Ce message devrait être transmis au ministre des Finances (M. MacEachen). Le gouvernement doit comprendre que le pays ne peut survivre de charité, ou générosité, telle que la conçoit le gouvernement actuel. Le Canada n'a qu'une seule planche de salut. Je dis au ministre que peu m'importe de qui il s'agit, même si ce sont les députés ministériels, s'il y a lieu de réaliser des profits, nous devons adopter cette solution.

• (1620)

Je suis député depuis 24 ans, mais je n'ai jamais voulu dissimuler le fait qu'il y a des gains financiers à réaliser partout. J'ai cru que c'était une bonne affaire pour le gouvernement et pour les Canadiens. Je n'hésiterai jamais à dire au gouvernement qu'il doit chercher à prouver aux Canadiens qu'ils ont une chance ou un moyen de se tirer de leur dilemme. Ils trouveront leur propre solution.

Quand j'examine les statistiques que le ministre de l'Agriculture nous a communiquées au comité—je constate qu'il a affirmé qu'il prenait cette décision simplement parce que la valeur des terres en Saskatchewan a augmenté de 25 p. 100. Il les croyait riches. Il a fait en même temps un discours dans le même sens devant les représentants de la Fédération canadienne de l'agriculture et comme je l'ai déjà cité je ne le ferai pas de nouveau.

Je demande au ministre des Transports de rationaliser et d'examiner sa position. Je ferai parvenir à mes commettants des déclarations qui révèlent que le premier ministre de la Saskatchewan est disposé à négocier. C'est une question importante que mon collègue, le député de Kindersley-Lloydminster (M. McKnight), a posée à la Chambre, car le premier ministre de la Saskatchewan tenait à convoquer une réunion des représentants du gouvernement fédéral et des autres parties intéressées et il voulait savoir ce qu'il allait négocier. C'est là une chose qu'il importe de savoir, car en dépit de tous les ennuis qu'il suscite à l'ouest du Canada, il était prêt à négocier. Il était prêt soit à remettre de l'argent, soit à écouter le

ministre des Transports. J'aimerais savoir du ministre ou de l'un de ses porte-parole ce que le premier ministre de la Saskatchewan tenait à négocier. Dites-nous donc ce qu'il tenait à négocier.

**M. Pepin:** Il ne tenait pas à négocier quoi que ce soit.

**M. Korchinski:** Si je veux le savoir, c'est que je crois que c'est important, car il envisage peut-être de déclencher des élections. Si le ministre possède quelque renseignement qui nous porte à croire qu'il est prêt à offrir quelque chose, j'aimerais le savoir. Je suis déjà au courant du précédent engagement que les agriculteurs ont pris par l'entremise de la Commission canadienne du blé par exemple d'acheter des wagons-trémies, et je voudrais savoir ce qu'en pense le premier ministre de ma province.

Malheureusement, mon temps de parole est écoulé et je dois mettre fin à mes remarques, mais j'aimerais que le ministre ou un de ses porte-parole me réponde. Je le répète, je veux connaître la position du premier ministre de la Saskatchewan à ce sujet.

**L'Orateur suppléant (M. Blaker):** Je ne sais pas si le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) se lève pour répondre au député. La présidence avait l'intention d'accorder la parole au ministre un peu plus tard. Cependant, je dois suivre la procédure et donner la parole au député de Portage-Marquette (M. Mayer).

**M. Charles Mayer (Portage-Marquette):** Monsieur l'Orateur, c'est vraiment un débat historique et important pour l'ouest du Canada. Pour beaucoup d'entre nous qui habitons dans l'Ouest, ce sera un sujet d'actualité lorsque nous retournerons dans nos circonscriptions respectives. Personnellement, j'envisage ce problème sous un angle quelque peu différent des autres parce que j'ai grandi et j'ai vécu presque toute ma vie en Saskatchewan, et que j'habite le Manitoba depuis 15 ans. Je crois comprendre les réactions de beaucoup d'agriculteurs de l'Ouest quand ils apprennent qu'on propose de changer le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Avant d'entrer dans le vif du sujet, j'aimerais revenir sur ce qui a été dit à propos du premier ministre Blakeney.

De bien des points de vue, je m'étonne de la réaction du NPD. Les déclarations du premier ministre de la Saskatchewan, en janvier dernier, m'avaient fait croire que le Nouveau parti démocratique appuierait les propositions du ministre des Transports (M. Pepin). Je m'explique, monsieur l'Orateur. Le 18 novembre 1981, une dépêche de la Presse canadienne faisait dire au premier ministre de la Saskatchewan que «le gouvernement fédéral devrait préciser sa position sur le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau pour le transport des céréales». Le premier ministre aurait terminé sa déclaration par ces mots: «On ne peut vraiment pas nous demander de nous engager tant que le cabinet fédéral ne l'aura pas fait».

A son avis, on ne peut donc pas s'attendre à ce que les provinces se prononcent avant le gouvernement fédéral. C'est pourtant ce que le ministre a fait à Winnipeg, le 8 février. J'ai moi-même assisté à sa conférence de presse.

Le 10 janvier dernier, au cours de l'émission d'affaires publiques du dimanche matin à Radio-Canada, «The Food Show», le premier ministre a déclaré ceci: